

Mesdames, Messieurs,
Association CRAS
39 rue Gamelin
F-31100 TOULOUSE
France

dépôt le 13/01/21
radio zinzine info
04300 Limans

FORCALQUIER

P4

LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE



RADIO ZINZINE INFO

L'IRE des chânaies

N°844 - 13 janvier 2021

Le totalitarisme numérique de la Chine

Il y a dix ans, la presse internationale a fait connaître au monde entier l'existence d'une vague de suicides d'ouvriers chez Foxconn, géant mondial de l'électronique implanté en Chine, dont les usines produisent la plupart du matériel informatique que nous utilisons. Le désespoir de ces jeunes surexploités dans des bagnes *high-tech* a jeté une lumière crue sur le coût humain de l'économie immatérielle célébrée par tous les dirigeants. Une telle information pourrait-elle, aujourd'hui, parvenir jusqu'à nous? Difficilement. C'est la conclusion à laquelle on arrive après avoir lu *Dictature 2.0*, l'essai de Kai Strittmatter (aux éditions Tallandier), ancien correspondant du *Süddeutsche Zeitung* à Pékin.

Scène de la vie quotidienne en Chine: «Il arrive que l'on constate soudain, pendant un chat, que la discussion perd toute espèce de sens: c'est que certains termes sont effacés automatiquement par WeChat dans les échanges entre l'émetteur et le récepteur sans qu'aucun des deux n'en ait été informé.» Les listes de mots interdits sur les réseaux sociaux sont actualisées chaque jour par les autorités de la censure de Pékin. En 2018, quand la Constitution a été modifiée pour permettre à Xi Jinping de devenir président à vie, la liste de ces mots allait de «accession au trône» et «louez l'empereur» à «Winnie l'ourson», qui avait été utilisé pour désigner le chef de l'État en contournant la censure. Proscrite également, l'expression «pas d'accord»: «Qui-conque tentait d'entrer ces mots sur le réseau recevait un message d'erreur l'informant avec regret que ces mots violaient "les lois et les règles".»

Dès sa nomination à la tête du Parti-État en 2013, le président Xi Jinping a mis fin à quelques décennies de pluralisme naissant en s'attendant à une purge complète de l'internet. Le régime s'est employé à discréditer et à jeter en prison les principaux opposants et défenseurs des droits humains, et, à leur suite, les cabinets d'avocats qui les défendaient, puis les avocats qui défendaient ces avocats — si bien que la répression cible aujourd'hui, écrit Strittmatter, «les avocats des avocats des avocats». Les universités du pays ont été mises au pas par les inspecteurs de la Commission centrale disciplinaire; dans les amphis, le contenu des cours est surveillé par des «officiers d'information étudiants». Pour obtenir leur carte de presse, les journalistes doivent réussir un test de «solidité idéologique» sur l'appli «Étudier Xi: Rendre le pays fort», lancée en 2019, qui compile les discours et réflexions du président.

Les géants de la tech (Tencent, Alibaba, JD.com, Baidu) sont directement mis à profit pour construire le système de contrôle social le plus ambitieux de la planète. Depuis 2017, la loi oblige «toutes les organisations et tous les citoyens chinois» à apporter «soutien, aide et coopération au travail des services secrets», y compris, donc, les entreprises. Huawei, qui a désormais l'autorisation d'équiper les réseaux 5G de Bouygues et de SFR en France, travaille avec les autorités dans la province du Xinjiang pour parachever la surveillance des moindres faits et gestes des Ouïghours, dont un million auraient déjà été déportés dans des camps depuis 2017. Dans le Xinjiang, note Strittmatter, «les décisions d'arrestations sont de plus en plus souvent prises par des systèmes technologiques, on n'examine pas les cas individuels»: ce sont des algorithmes qui calculent, à partir des habitudes de vie renseignées par les données, qui doit être arrêté.

Malgré son titre, ce n'est pas une dictature que décrit l'ouvrage de Kai Strittmatter, mais un régime totalitaire. Une dictature règne certes, comme en Chine, par la force et le mensonge; elle confisque la sphère publique pour empêcher la création d'organisations dissidentes. Mais un régime totalitaire ne s'arroge pas seulement un monopole de la sphère publique; comme l'a montré Hannah Arendt, il tente de soumettre et d'exploiter à ses propres fins toutes les sphères de l'existence, jusqu'aux plus intimes. Le système du crédit social mis en place pour lutter contre la «mal-honnêteté», en cours de déploiement à l'ensemble du pays, permet ainsi d'ajuster en permanence la note de chaque citoyen en fonction du moindre de ses actes: un message posté sur internet, un don du sang, le fait de ne pas rendre visite à un parent âgé, de ne pas avoir rendu un livre à temps à la bibliothèque. En 2018, déjà, 17,5 millions de Chinois n'avaient plus le droit de prendre l'avion et 5,5 millions étaient privés de train à cause d'un mauvais score.

Grâce au big data et à l'automatisation du contrôle par les algorithmes, il devient possible, même dans le pays le plus peuplé du monde, de placer un policier derrière chaque transaction, chaque mot, chaque mouvement.

Qu'on se rassure cependant: ce système est mis en place «dans le cadre légal le plus strict» de façon à «protéger la vie privée», assure le Parti. «Certains peuvent se sentir menacés par un système qui met pratiquement chacun sous l'œil d'un microscope, lit-on dans le Quotidien du Peuple. Mais la grande majorité se sent en sécurité parce qu'elle sait que la technologie est entre de bonnes mains.»

Cela prêterait à rire si on ne retrouvait pas là mot pour mot les formules rassurantes qui entourent chez nous le déploiement des mêmes technologies: vidéosurveillance, biométrie, smart city, smart mobility — la centralisation des données en moins. Ces expressions toutes faites visent à maintenir une séparation purement théorique entre, d'un côté, la technologie, et, de l'autre, l'intentionnalité politique qui guiderait son déploiement. Mais existe-t-il vraiment une version «libérale» de cette infrastructure de big data? Un monde «libre» où les millions de capteurs, de caméras, et toutes les données collectées ne serviraient «qu'à» nous proposer de nouveaux services, à affiner le ciblage marketing, à nous bombarder de messages incitant à des comportements vertueux?

La plongée que nous offre Kai Strittmatter dans la Chine de Xi Jinping permet de comprendre que ce régime n'est pas une simple mise à jour high-tech de la dictature maoïste. Il est le fruit du croisement de deux idéologies totalitaires: le nationalisme hérité du maoïsme incarné par le Parti, et le techno-solutionnisme porté par l'industrie des nouvelles technologies du monde entier. Car ce dernier ne peut être réduit à un simple appareillage du pouvoir. Tout autant que le premier, il porte en lui une vision de l'organisation sociale et du devenir humain.

Quand Tao Jingwen, ex-directeur de Huawei pour l'Europe de l'Ouest et pilier de la sécurité dans la province ouïghoure du Xinjiang, déclare vouloir «porter le monde numérique dans chaque organisation, chaque famille et chaque être humain», il exprime un désir commun à la plupart des chefs d'entreprise de la Silicon Valley. Quand le PDG de Baidu dit: «Nous devons injecter de l'intelligence artificielle dans le moindre recoin de la vie humaine», il fait précisément écho aux discours d'Elon Musk, patron de Tesla, ou à ce que Ray Kurzweil, directeur de l'ingénierie chez Google et fondateur de la Singularity University, raconte dans son livre *Humanité 2.0: La bible du changement*.

Le totalitarisme numérique est installé en Chine, et cela nous concerne tous. Pas seulement parce que l'essentiel de nos objets matériels, ne serait-ce que par leurs matières premières ou leurs composants, sont issus d'une gigantesque prison à ciel ouvert où l'on n'a pas le droit d'écrire l'expression «pas d'accord». Mais aussi parce que les élites économiques n'ont cessé de vouloir «rattraper la Chine» en matière d'intelligence artificielle et de big data, et que l'on imagine difficilement à quoi pourrait ressembler, même sans le décorum autoritariste post-maoïste, une déclinaison démocratique de cette infrastructure de contrôle social.

Celia Izoard, Reporterre, 6 janvier 2021. Son dernier ouvrage: *Merci de changer de métier, Lettre aux humains qui veulent robotiser le monde*, éditions de la Dernière Lettre, 2020 (140 p., 9 euros).

Voir aussi la brochure n°1 du groupe Ecran Total: Mara Hvistendahl, *Bienvenue dans l'enfer du social ranking, Quand votre vie dépend de la façon dont l'État et les banques vous notent*, janvier 2018 (36 p., prix libre). Disponible auprès de Tranbert à Radio Zinzine.

Rave Party à Lieuron

Tribune des organisateurs

A toutes celles et ceux qui se demandent pourquoi une telle volonté de faire la fête pour ce nouvel an, la réponse tient en quelques mots: une année de tristesse, d'anxiété et de privations. La détermination dont a fait preuve le public pour accéder à la fête n'est que la manifestation d'un désir profond de lâcher-prise. Ces espaces de liberté sont inhérents à nos sociétés depuis la nuit des temps. C'est un besoin inaliénable pour nombre d'entre nous.

Pourtant, la jeunesse, la fête et la culture sont montrées du doigt tous les jours. Nous serions les bourreaux irresponsables de nos aîné·e·s et des plus fragiles, grands vecteurs de la propagation du virus. Face à cette culpabilisation incessante, la jeunesse se retrouve réduite à ne voir qu'un obscur brouillard comme seule perspective. Et après le Covid, le climat!

Nous n'acceptons donc pas que seuls les intérêts économiques puissent passer outre les précautions sanitaires, encore davantage lorsque le malaise créé par l'absence d'espaces de culture et de sociabilisation engendre de graves conséquences sur la population. Nous comprenons que cela puisse être choquant. Nous avons tous et toutes dans nos proches une personne à risque et nous tenons aussi à les protéger. Mais il faut entendre qu'il existe aussi des vies déséquilibrées par cet état de morosité ambiante et d'isolement constant. La consommation d'antidépresseurs a considérablement augmenté. Les instituts psychiatriques sont saturés. Nombre de gens ont perdu leur emploi. Beaucoup ne supportent pas ce climat anxigène et des alternatives socioculturelles sont nécessaires. Pourtant quasiment rien n'est fait de ce côté-là. Ni pour soigner ni pour prévenir.

Nous avons donc répondu à l'appel de celles et ceux qui ne se satisfont pas d'une existence rythmée uniquement par le travail, la consommation et les écrans, seul·e·s chez eux le soir. Notre geste est politique, nous avons offert gratuitement une soupape de décompression. Se retrouver un instant, ensemble, en vie.

Il aura suffi qu'une bande de ravers enthousiastes osent dire non à un ordre de dispersion pour que fusent les balles de défense et que les gaz lacrymogènes envahissent Lieuron, en Ille-et-Vilaine. Quelques heurts ont éclaté en réponse aux pressions policières, le temps d'ouvrir un passage dérobé par-derrière pour les piétons. Une immense joie retrouvée et un sentiment partagé de soulagement se sont fait sentir dès que le reste du public a pu accéder à la fête. S'ensuivirent diverses scènes de liesse où l'on put même apercevoir des riverain·e·s, des pompiers et des fêtard·e·s célébrer ensemble la fin de cette terrible année!

Nos services d'Etat étant plus prompts à réprimer qu'à secourir, il est logique qu'ils aient dépêché près de 200 gendarmes armés pour empêcher la tenue de cet événement. Mais, si le danger était si grand, pourquoi n'avoir envoyé sur place un dispositif sanitaire qu'après la fin?

Dès les premières communications, nous avons donné une place primordiale à la prévention sur le Covid. Des consignes strictes de dépistage et d'isolement ont été données en amont, à l'entrée, pendant et après. Quelques milliers de masques et des dizaines de litres de gel étaient distribués à l'entrée et disponibles en libre-service. Avec l'aide précieuse de l'association Technoplus, les adresses de centres de dépistage ainsi que de nombreuses autres informations liées aux pratiques festives en temps de pandémie ont été communiquées aux participant·e·s. Le choix du site s'est fait en calculant les volumes d'air et l'aération, conditions principa-

les pour réduire au maximum les risques de contamination.

Quant à la fête en elle-même, que dire si ce n'est que ce fut une belle bringue. Des couleurs, des sourires, de l'amour, du partage, de la musique, des lumières. Une ardeur commune de vivre. Un instant recouvert de liberté. Suite aux menaces d'évacuation par la force, nous avons fait le choix de partir dans la nuit, afin d'éviter que la violence d'Etat ne vienne ternir ce souvenir désormais indéfectible.

1 650 amendes. La seule réponse qu'a apporté l'Etat à cette lueur d'espoir a été de frapper au portefeuille une jeunesse pourtant déjà durement touchée par la crise économique. De les catégoriser publiquement comme «2.500 délinquants». Pire, pour ne pas perdre la face, deux participants lambda furent immédiatement arrêtés. Tout simplement parce qu'ils étaient en possession, pour l'un d'un instrument de musique électronique et pour l'autre d'une petite sono avec platines ainsi que d'un groupe électrogène de faible puissance. Éléments forts sympathiques pour une soirée chez soi mais inutiles pour une telle fête. Ces personnes furent donc humiliées et terrorisées pour une simple opération de communication.

Dans sa triste obsession de vouloir à tout prix envoyer un message d'autorité, l'Etat n'a pas hésité à engager de lourdes poursuites. Un maximum de chefs d'accusation furent alignés les uns à la suite des autres pour bien montrer la gravité de la réponse donnée. Nous, organisateurs et organisatrices, sommes dès lors «activement recherché·e·s», des termes habituellement réservés aux pires criminels. On voudrait donc nous voir incarcéré·e·s et décourager toute velléité de dissidence culturelle collective, quelles que soient les dispositions prises. Pourtant nous offrons ces fêtes par passion, à prix libre pour tenter de couvrir une petite partie des frais engendrés. Bien souvent, la seule chose que nous récoltons en retour, ce sont des emmerdes.

Mais ces fêtes sont un vecteur d'espoir pour des centaines de milliers de jeunes, de toutes classes et de toutes origines. Elles sont ce qu'elles sont, mais elles sont surtout le reflet de toute une partie de notre société que nos gouvernant·e·s ne pourront éternellement continuer d'ignorer. Ainsi, en ces temps si troubles, nous sommes fier·e·s d'avoir pu redonner le sourire à quelques milliers de personnes, ne serait-ce que l'instant d'un «raveillon» de nouvel an!



Désormais tout est prêt pour la sortie de Donald Trump

fréquences FM: Forcalquier/Pertuis 100.7
Apt 92.7 - Manosque 105 - Digne 95.6 - Sisteron 103
Briançon 101.4 - Embrun 100.9 - Gap 106.3 - Aix en
Provence 88.1 - Marseille et alentours, sur poste DAB+
Zinzine - site oueb: <www.radiozinzine.org>

Sur le scientisme à l'école

La rentrée scolaire 2020 s'est faite après le début de l'historique crise sanitaire mondiale. Cette dernière aura montré clairement que nous vivons bien dans un système qui a provoqué les maladies «de l'anthropocène» dont fait partie le SARS-CoV-2, en plus du déjà établi changement climatique. Plusieurs centaines de milliers d'élèves de terminale découvrent le programme d'«enseignement scientifique». Ce programme, en plus d'être encyclopédique et d'un niveau trop élevé pour des lycéens non-scientifiques auxquels il s'adresse aussi, montre des incohérences et des partis pris, voire des erreurs historiques, qui favoriseront le maintien d'une «inconscience environnementale» et d'une vision positiviste du progrès technologique propice à la perpétuation du système écocidaire et déshumanisant actuel.

Disons-le clairement, ce système est capitaliste et industriel. Cette dernière caractéristique a pour origine la science des objets que l'on appellera *technologie*, qui elle-même doit tout à la science des énoncés que l'on peut qualifier soit de théorique soit d'expérimentale. Jusque-là rien de compliqué, la science a participé *activement* à l'essor de l'industrie et réciproquement. Je ne m'étendrai pas sur le fait qu'il n'y a plus, depuis au moins la Première Guerre mondiale, de cloisonnement entre science fondamentale et science appliquée, il faudrait être scientifique pour croire encore à cette mythologie.

Le programme d'enseignement scientifique ressemble pour beaucoup aux discours des premiers penseurs de l'ère industrielle reconnaissant les impasses et les dangers du développement industriel d'un côté et encourageant cette course au progrès technique de l'autre. Cette dissonance cognitive que l'on entend chez les décideurs politiques et économiques, se retrouve intégralement dans l'esprit de l'enseignement scientifique, preuve qu'il s'agit d'un déni propre aux contemporains de l'anthropocène capables de tirer des constats lucides, à la condition unique qu'ils soient issus d'une production scientifique mathématisée, mais incapables de voir la poutre techno-industrielle qu'ils ont dans l'œil et qu'ils admirent non sans une certaine inquiétude.

Il est donc bien question dans ce programme d'admettre le changement climatique (thème 1) et la destruction de la biodiversité (thème 3) ce qui est salutaire. Mais inutile si «en même temps», il fait aussi l'apologie sans nuances, ou si peu, du développement de l'énergie électrique (2.2 Les atouts de l'électricité – où se trouvent la dialectique et les

inconvenients?), du projet critiquable et critiqué de fusion nucléaire, de l'intelligence artificielle (partie 3.5) et autres arguments construisant la mythologie des énergies et technologies dites «vertes» ou par moment «propres» qui malheureusement ne le sont pas dans la réalité.

On ne répètera jamais assez que l'extraction, la purification, l'assemblage, le recyclage des matières premières ainsi que le stockage des données de ces technologies et

sources d'énergie sont des catastrophes sanitaires et écologiques en puissance, loin du petit bémol mentionné dans le programme dans un court paragraphe. Cette régression technophile, ce scientisme qui consiste implicitement à croire en un monde sans limite et sous contrôle reste en filigrane tout au long du programme. Tout comme la supériorité du discours mathématiques qui a pourtant permis de réduire le vivant à des chiffres et à des masses monétaires, réduction dont la pertinence sera toujours contestable (combien vaut une vie humaine, une espèce, un écosystème?).

Toutes ces incohérences ont pour origine une vision positiviste et pacifiée de la science, soit une véritable fiction ou plutôt croyance religieuse. Car l'histoire des sciences montre que les accélérations extraordinaires, lors du siècle dernier notamment, doivent beaucoup aux industriels peu scrupuleux et aux différents conflits armés: la synthèse chimique a bénéficié des recherches sur les gaz toxiques militaires, la théorie du rayonnement thermique s'est développée dans les aciéries du début du XX^e siècle qui furent utilisées pour fabriquer les obus de la première guerre mondiale; le nucléaire doit son essor au projet de la Bombe; l'informatique s'est inspirée entre autres des travaux de décryptage d'Enigma et des premiers calculateurs utilisés pour les essais nucléaires; la science des matériaux s'est développée pour l'aviation militaire, etc. Nos progrès dans la destruction du vivant doivent donc beaucoup à la science et réciproquement.

En effet, on ne lésine pas, en temps de guerre, sur les moyens alloués à la Recherche & Développement. Autre fait historique majeur absent du programme, ces progrès technologiques ont été réinvestis après conflit sans discernement par les industriels qui les ont en partie financés. Ainsi les chenilles des tanks ont équipé les bulldozers, les gaz toxiques se sont convertis en pesticides, la bombe nucléaire en bombe pacifique pour libérer des poches de gaz ou en centrales du même nom, et l'aluminium et le nylon d'abord utilisés dans l'aéronautique militaire ont envahi les habitations. Comment développer une éthique sans parler de cette «filiation» et de ces liens étroits avec l'industrie militaire? Comment créer un véritable esprit critique si l'on ne parle que de «formidable aventure humaine» ou d'«admirable aventure de l'esprit humain empli de beauté, de raison [et] d'imagination» pour reprendre les mots de la personne qui a supervisé ces programmes, Pierre Léna?

Nous nous considérons actuellement comme la génération qui a enfin compris les enjeux environnementaux, grâce, et il faudrait le souligner autant que le déplorer, à la débauche technologique des supercalculateurs cités dans les rapports du GIEC. C'est ce qui semble, en effet, transparaître des programmes récents toutes matières confondues. Ce manque d'humilité que l'on retrouve aussi dans la notion de «contrôle» de la nature inculqué dans ce nouveau programme, est historiquement contestable et se conjugue avec l'absence de faits montrant plutôt la construction scientifique autant qu'industrielle d'une inconscience environnementale.

Ainsi, pour prendre un exemple parmi tant d'autres, les ouvriers et le voisinage de l'industrie chimique naissante de la France du début du XIX^e siècle n'ont pas eu besoin des détecteurs actuels pour comprendre et ressentir les dégâts écologiques et sanitaires causés par cette activité. En revanche, et la science se doit d'assumer ce passé, les institutions académiques scientifiques ont clairement participé à la protection de l'industrie en construisant des normes et des expertises avantageuses. Par exemple, l'académie des sciences a dévalorisé la parole du citoyen pour privilégier l'analyse d'experts scientifiques juges et partie car aussi industriels de la chimie, comme Jean-An-

ne Chaptal de ces établissements scolaires portait encore le nom aujourd'hui. La preuve scientifique, rigoureuse, onéreuse et dépendante de l'état des connaissances s'est ainsi imposée devant le principe de précaution, la prudence et l'humilité.

Et puis, l'analyse bénéfices/risques et sa sœur l'analyse coût/bénéfices ont fini de mettre en balance de façon systématique, avancées technologiques ou croissance d'un côté et dégâts environnementaux ou sanitaires de l'autre, souvent au profit des premières. L'éthique ne devenant plus qu'une opération de communication pour faire accepter aux habitants leur condition de pollué/payeur. Le programme affirme que la science se développe «en réfutation des intuitions premières au-delà desquelles le scientifique doit s'aventurer», ces intuitions concernent-elles celles des ouvriers et du voisinage des premières usines chimiques? En tout cas, depuis le début de ce secteur d'activité, la toxicologie et l'épidémiologie, qui doivent leurs développements à celui de l'industrie, ont eu à loisir de s'aventurer dans les maladies professionnelles et autres dégâts sanitaires pour démontrer qu'ils étaient bien plus que des «intuitions premières» issues de vulgaires prolétaires.

Les citoyens engagés, que l'on appelle maintenant lanceurs d'alerte, sont les grands absents de cette ode à la scientificité seul moyen de «rend[re] intelligible le monde». Pourtant ils sont rares à être experts scientifiques et leur rendre hommage pour leur rôle dans la prise de conscience des enjeux environnementaux aurait été la preuve d'une véritable humilité de la science. Mais que pouvait-on attendre d'un programme qui affirme que «la transition écologique des sociétés repose sur la créativité scientifique et technologique, comme sur l'invention de nouveaux comportements individuels et collectifs»? Soit les recettes néolibérales et technophiles des années 1970 qui, face à la contestation écologique et sociale grandissante, ont consisté à inhiber l'action politique et à censurer la critique du productivisme et de la sacro-sainte croissance.

Ce programme, ne le nions pas, est un premier pas, certes tardif, dans la prise en compte des catastrophes environnementales mais comporte des préconisations souvent en contradiction avec les constats. Ceci étant le fruit d'une vision idéalisée de l'action scientifique sur le monde, d'un véritable scientisme institutionnel. Il est fort probable que ce cours soit donc incapable d'initier une conscience environnementale porteuse d'actions tangibles et d'éthique *concrète* sans une remise en question de son idéologie.

Adrien D. Enseignant contre-innovant.

Texte envoyé par un lecteur-auditeur (version complète sur demande)

